5 janvier 1881

Arrêté relatif aux brevets de capacité et au certificat d'aptitude pédagogique

Jules Ferry

Source : *B.A.M.I.P.* n° 462, p. 30-37.

Le Président du Conseil, ministre de l'Instruction publique et des Beaux-arts,
Vu les articles 23, 25 et 46 de la loi du 15 mars 1850 ;
Vu l'article 3 de la loi du 19 juillet 1875 ;
Vu l'article 9 de la loi du 21 juin 1865 ;
Vu l'article 16 de la loi du 10 avril 1867 ;
Vu l'article 50 du décret organique du 29 juillet 1850 ;
Vu le décret et l'arrêté du 15 janvier 1877 ;
Vu le décret du 4 janvier 1881 ;
Arrête :

Titre 1^{er}. - Des sessions d'examen

Article premier. - Les deux sessions réglementaires d'examen pour les brevets de capacité de l'enseignement primaire ont lieu chaque année et dans chaque département : l'une en mars, l'autre en juillet.

Des sessions extraordinaires peuvent être autorisées par le ministre de l'Instruction publique, soit pour toute la France, soit dans un ou plusieurs départements.

La date précise de chaque session est fixée un mois à l'avance par le ministre. Le ministre fixe également un mois à l'avance la date de la session d'examen pour le certificat d'aptitude pédagogique.

Pour les deux sessions ordinaires, les compositions ont lieu le même jour et à la même heure dans tous les départements.

Art. 2. - Les sujets de composition sont envoyés, sous pli cacheté, par le ministre.

Ils doivent être parvenus à l'inspection académique trois jours avant la date fixée pour les compositions.

Le pli est ouvert, séance tenante, par le président de la commission, en présence des candidats.

Dans le cas où, à l'ouverture du pli, une erreur de transmission serait constatée, l'inspecteur d'académie ou, à son défaut, le président de la commission choisirait d'urgence le sujet de la composition.

Art. 3. - Les épreuves écrites sont examinées et jugées par la commission réunie, qui prononce l'admission aux épreuves orales et dresse, par ordre d'inscription, la liste des candidats admis à ces épreuves.

Quand le nombre des candidats inscrits est trop considérable, il peut être formé plusieurs commissions composées de sept membres et procédant séparément dans les conditions sus-indiquées.

Art. 4. - Pour procéder à l'examen oral, la commission ne peut, dans aucun cas, se subdiviser en sous-commissions de moins de trois membres. Le procès-verbal des séances constatera que cette prescription a été observée.

Art. 5. - A la fin de la session, le procès-verbal des opérations de la commission, signé par le président et le secrétaire, est envoyé au recteur, qui le transmet au ministre.

Titre II. - De l'inscription des candidats et de la surveillance de l'examen

Art. 6. - Tout candidat au brevet de capacité est tenu de se faire inscrire au bureau de l'inspecteur d'académie dix jours au moins avant l'ouverture de la session, et de déposer à l'appui de sa demande d'inscription :

1° Un extrait de son acte de naissance ;

2° Une déclaration écrite de sa main, faisant connaître s'il veut subir uniquement l'examen du brevet élémentaire ou s'il se présente en même temps aux épreuves du brevet supérieur. La signature du candidat doit être légalisée par le maire de la commune où il réside.

Art. 7. - Le candidat refusé à une session peut toujours se présenter à la première session ordinaire ou extraordinaire qui suit.

Art. 8. - Ne sont pas admis à l'examen et, dans tous les cas, n'ont pas droit à la délivrance du brevet, les aspirants qui se trouvent dans les cas d'incapacité prévus par l'article 26 de la loi du 15 mars 1850.

Art. 9. - A l'ouverture de la session, le président de la commission fait l'appel des aspirants inscrits. Chaque aspirant, à l'appel de son nom, vient apposer sa signature sur le registre, afin de constater son identité.

Art. 10. - Toute communication entre les aspirants pendant les épreuves, toute fraude ou tentative de fraude entraîne l'exclusion.

Titre III. - De l'examen du brevet élémentaire

Art. 11. - L'examen se divise en épreuves écrites et en épreuves orales.

Pour les épreuves écrites, les candidats sont réunis soit ensemble, soit par séries, sous la surveillance de membres de la commission désignés par le président.

Parmi les personnes chargées de la surveillance se trouvera nécessairement dans chaque série, s'il y en a plusieurs, un inspecteur primaire ; et en outre, pour l'examen des aspirantes, une dame déléguée par le préfet.

Art. 12. - Les épreuves écrites, pour l'examen des aspirants ou aspirantes au brevet élémentaire, sont au nombre de quatre, savoir :

1° Une page d'écriture à main posée, comprenant une ligne en gros dans chacun des principaux genres (cursive, bâtarde et ronde), une ligne de cursive en moyen, et quatre lignes de cursive en fin ;

2° Une dictée d'orthographe d'une page environ dont le texte est pris dans un auteur classique. Ce texte, lu d'abord à haute voix, est ensuite dicté posément, puis relu. Dix minutes sont accordées aux candidats pour relire et corriger leur travail ;

3° Un exercice de composition française ;

4° La solution raisonnée de deux problèmes d'arithmétique comprenant l'application des quatre règles (nombres entiers et fractions) et du système métrique.

Il est accordé une heure et demie pour chacune des épreuves de composition française et d'arithmétique, trois quarts d'heure pour la page d'écriture.

Art. 13. - Les épreuves orales, pour le brevet élémentaire, sont au nombre de quatre, savoir :

1° Lecture de français dans un recueil de morceaux choisis en prose et en vers ; chaque aspirant lira un passage de prose et un passage de poésie ; lecture du latin. - Des questions sont adressées aux aspirants sur le sens des mots et la liaison des idées dans les morceaux français qu'ils ont lus ;

2° Analyse d'une phrase au tableau noir ;

3° Questions d'arithmétique et de système métrique ;

4° Questions sur les éléments de l'histoire et de la géographie de la France.

Au cours de ces épreuves, des questions sur les procédés d'enseignement des diverses matières comprises dans le programme obligatoire seront adressées aux candidats. Il sera tenu compte de ces réponses spéciales dans l'appréciation des diverses épreuves.

Dix minutes sont consacrées à chacune de ces épreuves.

Art. 14. - Les aspirantes au brevet élémentaire subissent les épreuves déterminées aux articles 12 et 13 du présent arrêté. De plus, entre les épreuves écrites et les épreuves orales, elles exécutent, sous la surveillance de dames désignées à cet effet, les travaux d'aiguilles prescrits par l'article 48 de la loi du 15 mars 1850. Parmi ces travaux, et au premier rang, sont les ouvrages de couture usuelle.

Titre IV – De l'examen du brevet supérieur

Art. 15. - Toutes les épreuves du brevet supérieur, soit écrites, soit orales, doivent être subies dans une même session.

Art. 16. - Les épreuves écrites sont les suivantes :

1° Une composition comprenant deux questions, l'une sur l'arithmétique et la géométrie appliquées aux opérations pratiques, l'autre sur les sciences physiques et naturelles avec leurs applications les plus usuelles à l'hygiène, à l'industrie, à l'agriculture et à l'horticulture (quatre heures sont accordées pour cette composition) ;

2° Une composition comprenant une ou plusieurs questions soit sur la langue et la littérature française, soit sur l'histoire et la géographie (trois heures) ;

3° Une composition de dessin - dessin linéaire et d'ornement ou dessin d'imitation (trois heures).

Art. 17. - Pour les épreuves orales, les matières sont réparties en six groupes ci-après énumérés :

1° Arithmétique appliquée aux opérations pratiques, notions d'algèbre, tenue des livres, éléments de géométrie, arpentage et nivellement ;

2° Notions de physique, chimie, histoire naturelle avec leurs applications aux usages de la vie, à l'industrie, à l'agriculture et à l'horticulture ;

3° Histoire de France et notions d'histoire générale, géographie générale ;

4° Langue française : lecture expliquée d'un auteur français pris sur une liste qui sera dressée tous les trois ans par le ministre ; histoire de la littérature française : notions sommaires ;

5° Chant ;

6° Gymnastique.

Chacun de ces groupes donne lieu à une interrogation qui peut porter sur une ou plusieurs des matières énumérées dans le paragraphe. Aucune de ces interrogations ne dure plus d'un quart d'heure.

A chaque groupe correspond une note donnée conformément aux prescriptions du titre VI.

Art 18. - Tout candidat qui en a fait la demande au moment de son inscription, est admis à subir une épreuve spéciale sur les langues vivantes. L'examen comprend : 1° une épreuve écrite, - thème et version (durée, 2 heures) ; 2° une épreuve orale, consistant à traduire couramment vingt lignes au moins d'un auteur étranger.

Art. 19. - Les matières de l'examen pour les aspirantes au brevet supérieur sont les mêmes que pour les aspirants, moins les notions d'arpentage et de nivellement, sous réserve des différences de programmes indiquées dans l'article 20.

Art. 20. - Les épreuves écrites ou orales du brevet supérieur ne dépasseront, dans aucun cas, le programme d'enseignement des écoles normales d'instituteurs pour les aspirants, ni celui des écoles normales d'institutrices pour les aspirantes.

Titre V. - Du certificat d'aptitude pédagogique

Art. 21. - Le certificat d'aptitude pédagogique ne peut être conféré qu'après examen subi conformément aux prescriptions des articles 3, 6 et 7 du décret du 4 janvier 1881.

Art. 22. - L'examen se compose de trois épreuves : 1° une composition française sur un sujet relatif à la tenue de l'école ou aux procédés d'enseignement (cette épreuve est éliminatoire) ; 2° une correction orale de devoirs d'élèves, faite devant le jury après une demi-heure de préparation dans un lieu clos et sans secours étranger ; 3° une leçon faite devant le jury et dont le sujet, tiré au sort, pourra être une leçon de choses, une leçon d'instruction morale et civique, de langue française, d'histoire, de géographie, d'arithmétique ou d'agriculture. Cette épreuve sera subie après une heure de préparation dans les mêmes conditions que la précédente.

Titre VI. - Du jugement des épreuves

Art. 23. - Le jury exprime la valeur de chacune des épreuves par les notes qui suivent :

Très bien ;

Bien ;

Passable ;

Mal ;

Nul ;

Art. 24. - Pour l'épreuve d'orthographe, cinq fautes entraînent la nullité : trois ou quatre fautes, la note *mal* ; deux fautes, la note *passable* ; une faute et une demi-faute, la note *bien* ; la dictée ayant moins d'une demi-faute donne seule droit à la note *très bien*.

Art. 25. - A tous les degrés d'examen, les notes données par la commission sont le résultat de l'appréciation faite en commun de chaque épreuve.

Art. 26. - A tous les degrés d'examen, la note *nul* sur l'une des matières obligatoires entraîne l'ajournement.

A l'examen oral comme à l'examen écrit du brevet élémentaire et à l'examen oral du brevet supérieur, deux notes *mal* entraînent l'ajournement, à moins qu'elles ne soient compensées par deux notes *très bien* obtenues pour d'autres épreuves que celles de la couture, du chant et de la gymnastique.

Aux épreuves écrites du brevet supérieur et du certificat d'aptitude pédagogique, une note *mal* est éliminatoire.

Art. 27. - Pour les langues vivantes, il n'est fait mention du résultat de l'examen sur le brevet que si le candidat a obtenu au moins la note passable pour chacune des deux épreuves.

Disposition transitoire

Art. 28. - Les instituteurs ou institutrices qui, ayant déjà une ou plusieurs mentions inscrites sur leur brevet, voudront s'assurer la possession du brevet supérieur, auront la faculté de le compléter en un seul examen dans le délai de deux ans partir de la publication du présent arrêté.

Art. - 29. - Le présent arrêté est exécutoire à partir du jour de sa publication.

Art. 30. - Les arrêtés du 3 juillet 1866 et du 5 juin 1880 sont et demeurent rapportés.